



Le conseil d'administration du nouveau Centre régional et économique du Haut-Valais S.A. avec Manfred Holzer, Jean-Michel Cina (non membre), Christian Imsand, Gilbert Loretan, Stefanie Volken, Richard Kalbermatter et Walter Jaggy. LE NOUVELLISTE

Promotion économique haut-valaisanne unifiée

RATIONALISATION ► Le Centre régional et économique du Haut-Valais S.A. est né. Il regroupera les régions socio-économiques, l'Antenne économique régionale et les Technocentres.

PASCAL CLAIVAZ

Après la fondation en juin dernier par les 77 communes haut-valaisannes d'une unique région socio-économique pour tout le Haut-Valais, voici la création du Centre régional et économique du Haut-Valais S.A. (RWO S.A.). Jeudi soir, le président du Conseil d'Etat et chef du Département de l'économie et du territoire Jean-Michel Cina était à Viège pour, devant notaire, déposer son paraphe à la nouvelle S.A. avec les représentants des communes.

«Le RWO S.A. a été conçu de manière à devenir un véritable instrument unique pouvant répondre aussi bien aux questions de politique régionale, de développement économique que de transfert technologique», a précisé Jean-Michel Cina. De fait, il regroupe les fonctions opérationnelles des quatre régions socio-économiques haut-valaisannes fusionnées (chacune dotée d'un secrétaire régional), l'Antenne économique du Haut-Valais et les Centres de transferts

technologiques haut-valaisans. Le RWO ne se retrouve donc pas en terrain vierge. Il devra intégrer le personnel et les tâches de ces différentes institutions unifiées. Il fonctionnera avec un budget annuel de 600 000 francs.

Tout le monde nous l'envie

Et Jean-Michel Cina de promouvoir son produit: «Ce que le Haut-Valais est en train de réaliser en ce moment fait des envieux dans les régions de Thoune et de Berne. Il est en effet plus simple d'avoir une seule structure unifiée pour toute la région. Le transfert de connaissances et de savoir-faire s'y réalise beaucoup plus aisément qu'avec les anciennes structures morcelées. Pourquoi chaque commune et chaque district devraient-ils réinventer la roue à chaque fois?»

Et la promotion économique externe? «Ici également, le RWO montrera son utilité. La promotion économique externe accueille les investisseurs. Mais ensuite, elle doit s'adresser

aux régions et aux communes pour régler les questions concrètes et pratiques, dont les moindres ne sont pas la mise à disposition de terrains et de locaux.» Mais au final, les financements du développement économique viendront quand même de Sion, qui gèrera sous forme d'enveloppes toutes les subventions cantonales et fédérales.

51% en main des communes

Les 51% du capital-actions de cette nouvelle société appartiennent à la Région «Haut-Valais» et donc indirectement aux 77 communes haut-valaisannes. L'assemblée constitutive a élu le conseil d'administration de RWO S.A. Il est statutairement composé de trois représentants de la Région Haut-Valais, de trois représentants du canton et de trois représentants de l'économie privée.

Les communes sont représentées par Gilbert Loretan, président de Varonne et de la région socio-économique Haut-Valais, par Manfred Holzer,

président de Naters et vice-président de la région socio-économique, et par Christian Imsand, président d'Ulrichen et caissier de ladite région. Les représentants de l'Etat du Valais sont Ursula Kraft, cheffe de l'Unité «Entreprises valaisannes et institutions» du Service du développement économique, Stefan Bumann, chef du Service de la formation tertiaire, et Walter Jaggy, préfet du district de Rarogne occidentale. Enfin, l'économie privée sera représentée par Stefanie Volken (Volki Bäckerei S.A.), Richard Kalbermatter (Lonza S.A.) et Hans-Rudolf Mooser (Matterhorn Gotthard Bahn S.A.).

Richard Kalbermatter a été élu président du conseil d'administration de RWO S.A., qui s'installera à Naters. Il pourra notamment s'appuyer sur la longue expérience des actuels secrétaires régionaux en politique régionale. La création du RWO signe également la réalisation du projet Transformator lancé par Jean-Michel Cina en automne 2006.

L'INVITÉE

Inflation: ne pas souffler sur le feu qui couve



CLAUDINE ESSEIVA

Ces derniers temps le thème du pouvoir d'achat et l'inflation rampante préoccupent

les politiques et les médias. Monsieur et madame Tout-le-monde risquent concrètement de voir leur niveau de vie baisser. Les prix flambent: énergie, produits alimentaires, primes d'assurances. Or les salaires, eux, stagnent. Plus inquiétant, la situation économique est peu favorable aux classes moyennes. Une chose est claire, il faut non pas subventionner la classe moyenne qui constitue la majorité de notre pays, mais bien lui permettre de croire en l'avenir, d'investir, et de créer des projets ambitieux. Si nous parlons de la classe moyenne, ce sont des ménages avec un revenu entre 65 000 et 150 000 francs par année. Mais, que pouvons-nous faire? Le sujet divise le monde politique. La gauche réclame sans détours une augmentation des salaires. Et la droite ne veut surtout pas aggraver l'inflation avec une telle envolée. Qui faut-il croire? Ce problème est complexe et une simple augmentation des salaires ne va pas le résoudre, bien au contraire.

Rappelons-nous les conséquences de la dernière inflation des années 80. La Banque nationale suisse fut alors obligée d'augmenter les taux d'intérêt, ce qui a freiné durablement la croissance et a engendré du chômage massif et destructeur. Nous n'avons pas de moyen d'action sur les grandes tendances des prix au niveau mondial. Mais nous pouvons agir en Suisse en tenant de contenir le feu plutôt qu'en soufflant dessus et en l'alimentant. Qui combat les causes de l'inflation travaille déjà beaucoup pour le pouvoir d'achat. Il est important de prendre des mesures pragmatiques. Il faut que les bailleurs fassent preuve de modération dans leur adaptation des loyers. Il faut que les institutions étatiques et para-étatiques n'augmentent pas les taxes et redevances. Il faut que les syndicats fassent preuve de modération dans leurs exigences. Il faut prévoir une compensation rapide de la progression à froid, en 2009 déjà: les consommateurs disposeront ainsi de plus de 500 millions de francs supplémentaires dans leur porte-monnaie. Une des clés du succès de la Suisse réside dans l'envie d'entreprendre, dans l'envie de prendre des risques. En créant, en inventant, en innovant, en proposant des produits désirés par les marchés mondiaux, la Suisse garantira le pouvoir d'achat de sa classe moyenne. Pour cela il faut stimuler et inciter, pas interdire, administrer et contrôler.

SYSTÈMES D'ACCÈS

Kudelski essuie une lourde perte de 39,8 millions de francs

Le groupe vaudois Kudelski, actif dans les systèmes d'accès numériques, a bouclé le premier semestre sur une perte nette de 39,8 millions de francs, contre un bénéfice de 28,1 millions un an plus tôt. Au niveau opérationnel, le déficit atteint 18,5 millions. Le chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation a part légèrement crû, de 0,4% à 424,2 millions de francs, a annoncé vendredi la société spécialisée dans les systèmes d'accès à la télévision numérique et de contrôle d'accès physique à des installations sportives et parkings.

Ces résultats sont «conformes aux attentes», selon Kudelski. La baisse de 15% du dollar américain face au franc suisse a préterité les ventes, la marge opérationnelle et le bénéfice net. L'impact négatif de 43,7 millions lié au taux de change a réduit la croissance à 1,8 million. L'évolution défavorable de la structure des revenus (diminution des revenus à forte marge de la télévision numérique au profit de revenus à plus faible marge de l'Accès public), de même que l'impact de la faiblesse du dollar n'ont été que partiellement compensés par la réduction des coûts d'approvisionnement.

Prévisions. Les coûts de personnel et autres charges d'exploitation ont augmenté de 32 millions au 1er semestre 2008 pour atteindre 294 millions. La majeure partie de cette hausse s'est produite durant le 1er semestre 2007. Le groupe table sur un second semestre bénéficiaire, et confirme ses prévisions annuelles d'un résultat opérationnel (EBIT) entre 5 et 10 millions de francs (87,7 millions en 2007) pour un chiffre d'affaires de 1,03 à 1,05 milliard. ATS



Kudelski table sur un deuxième semestre de meilleure facture. KEYSTONE